

**Non classifié**

**DCD/DAC/EV/M(2005)1**

Organisation de Coopération et de Développement Economiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**22-Mar-2006**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA TROISIEME REUNION**

**2 - 3 JUIN 2005**

Personnes à contacter : Hans.Lundgren@oecd.org ; tél. : (33 1) 45 24 90 59 ;  
Andrea.Liverani@oecd.org ; tél. : (33 1) 45 24 90 02 ; Sebastian.Ling@oecd.org ; tél. : (33 1) 45 24 15  
04

**JT03206232**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format



**DCD/DAC/EV/M(2005)1  
Non classifié**

**Français - Or. Anglais**

## **COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA TROISIÈME RÉUNION DU RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT**

### **I. SÉANCE D'OUVERTURE**

i) Introduction de la Présidente

Au cours d'un bref exposé d'introduction, la Présidente, Mme Eva Lithman (Suède) expose quelques-uns des principaux enjeux auxquels est actuellement confronté le Réseau et les thèmes qui retiennent particulièrement son attention. Elle souligne la nécessité de relever les défis liés à l'adoption récente de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et insiste sur l'importance pour le Réseau de travailler en partenariat avec d'autres acteurs. Elle prend également note de la présence de l'ECG, du Groupe des Nations Unies sur l'évaluation et de l'ALNAP. Les difficultés ayant trait à l'élaboration d'une méthodologie, aux évaluations d'impact, aux normes de qualité et aux évaluations conjointes demeurent au centre des activités du Réseau.

ii) Élections

Mme Eva Lithman (Suède) est réélue au poste de Présidente du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement. M. Finbar O'Brien (Irlande) et Mme Satoko Miwa (Japon) sont élus vice-présidents.

La Présidente remercie les vice-présidents sortants, MM. Niels Dabelstein (Danemark) et Daniel Kamelgarn (France) pour leur importante contribution aux travaux du Réseau en tant que membres du Bureau.

iii) Présentation des nouveaux membres

Un tour de table est organisé pour permettre aux nouveaux participants de se présenter (M. Bruce Murray (Banque asiatique de développement - BAsD), M. Henri Jorritsma (Pays-Bas), M. Gary Vaughan (États-Unis), Mme Manuela Alfonso (Portugal), M. Niels Fostvedt (Banque mondiale), Mme Donatella Magliani (UNEG), et M. Kees Tuinenburg (UNEG)).

iv) L'ordre du jour est adopté. A la suite d'une modification de l'ordre de certains points, le point III est déplacé après les points IV et V.

v) Le Compte rendu succinct de la 2<sup>e</sup> réunion du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement est adopté.

### **II. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE**

i) **Suite à donner à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

Le Secrétariat présente un document de réflexion [DCD/DAC/EFF(2005)1/REV3] qui décrit les incidences de la Déclaration de Paris sur la mission de la communauté de

l'évaluation, et qui dégage quelques voies d'avenir. Le Président du CAD intervient pour rappeler que le niveau des ressources internationales consacrées au programme d'action découlant de la Déclaration de Paris exige que des activités d'évaluation soient entreprises dans ce domaine. Un certain nombre de membres se déclarent en faveur de l'élaboration d'un cadre d'évaluation commun, applicable à des contextes nationaux différents. Les résultats à l'échelon national pourraient être utilisés dans la mise au point d'une évaluation indépendante de l'efficacité de l'aide aux niveaux local et international. Les membres prennent également note de l'importance de la participation des pays partenaires à un tel processus et de la nécessité de souscrire avec eux à des accords de coordination et de coopération étroites avec le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide (GT-EFF) de manière à garantir une complémentarité totale des activités de suivi et d'évaluation. Les membres demandent en outre au Secrétariat de poursuivre la recherche et la définition de possibles voies d'avenir, portant entre autres sur l'établissement d'un inventaire des activités du Réseau, préalablement à l'éventuelle constitution d'un groupe de réflexion officiel (le Royaume-Uni se porte candidat pour diriger un tel groupe de réflexion). Il est fait mention des travaux menés actuellement par le GT-EFF concernant la définition d'indicateurs et d'objectifs, ainsi que de la possibilité pour les membres de participer à cette réflexion. Plusieurs membres soulignent l'articulation entre l'évaluation et les modalités de suivi à l'étude au sein du GT-EFF.

**Suite à donner :** En collaboration avec le Bureau, le Secrétariat recherchera des voies d'avenir et formulera des propositions quant aux modalités d'un cadre d'évaluation de l'efficacité de l'aide au niveau national. La première étape consistera à dresser un inventaire des initiatives menées actuellement par le Réseau dans ce domaine.

ii) **Évaluation de l'efficacité au regard du développement de l'APD totale au niveau du pays**

M. Stefan Molund (Suède) présente un bilan [document de séance n°2] des méthodes susceptibles d'être employées dans le cadre du projet sur l'évaluation de l'efficacité au regard du développement de l'APD totale au niveau du pays. Il insiste sur les problèmes que peuvent poser la méthodologie et l'appropriation, et invite les membres à réfléchir à ces questions lors d'un séminaire à Stockholm en septembre 2005. Le Président du CAD fait observer que les niveaux d'APD continuent d'augmenter et qu'il serait avisé d'évaluer et de mettre en évidence, pour chaque pays, la contribution de l'APD à la réalisation des objectifs nationaux de développement et des OMD. Si les membres accueillent favorablement l'augmentation continue des ressources, un certain nombre d'entre eux mettent en garde contre le recours exclusif à une méthodologie économétrique. Les membres soulignent également l'importance de la participation des pays partenaires dès le début du processus et l'avantage de travailler avec un pays qui dispose de données statistiques fiables et pertinentes.

**Suite à donner :** Les membres sont invités à participer au séminaire qui aura lieu à l'automne (les dates seront confirmées dans l'invitation de la Suède). La Suède cherchera à savoir si des experts et/ou des responsables officiels des pays partenaires souhaitent participer à ce séminaire, voire à entreprendre une évaluation.

iii) **Rapport d'étape sur l'évaluation du soutien budgétaire général**

Mme Kate Tench (Royaume-Uni) présente un rapport d'étape [document de séance n° 13] sur l'évaluation du soutien budgétaire général. Les rapports nationaux à ce sujet devraient être achevés d'ici fin septembre et le rapport final d'ici janvier 2006. Les réunions du Comité de direction auront lieu en octobre et décembre, et un atelier de diffusion se tiendra, sous réserve de confirmation, les 14 et 15 mars 2006.

M. Mike Hammond (Royaume-Uni) informe les membres de la teneur des débats auxquels a donné lieu le Forum sur le soutien budgétaire organisé au Cap les 5 et 6 mai 2005. Concernant l'obligation de rendre des comptes, les participants au Forum ont demandé de faire primer les exigences des pays partenaires sur celles des donateurs. Les présentations faites lors du Forum sont disponibles sur le site de la Banque mondiale.

iv) **Atelier sur l'évaluation des programmes à l'appui de la prévention des conflits et de la construction de la paix**

Mme Agnete Eriksen (Norvège) présente un bref document [document de séance n° 3] qui décrit les principaux objectifs de l'initiative et le processus qui aboutira à l'organisation de l'atelier début novembre 2005 à Oslo. Ce document donne également une liste succincte des institutions qui seront chargées de l'examen des programmes à l'appui de la prévention des conflits et de la construction de la paix. Le Secrétariat communique aux membres la réaction positive qu'a suscitée cette initiative auprès du Réseau du CAD sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement lors de sa dernière réunion, et invite les membres à transmettre toute donnée d'évaluation afin d'enrichir le réservoir de données sur lequel s'appuiera l'étude. Un certain nombre de membres se déclarent satisfaits des progrès accomplis jusque là et font part de leur intérêt pour cet atelier.

**Suite à donner :** Le Secrétariat tiendra les membres informés de l'état d'avancement de cette activité, en particulier des résultats du processus de sélection et des préparatifs de l'atelier de novembre. Le moment venu, la Norvège invitera les membres à l'atelier. Les membres feront parvenir au Secrétariat toute donnée d'évaluation supplémentaire d'ici la fin juin (voir le document de séance n° 3bis qui dresse la liste de la documentation reçue jusqu'à présent).

**Exposé par le Secrétariat de l'Activité conjointe sur la gestion de résultats dans la voie du développement**

1. M. Herman Specker (Secrétariat) expose les travaux relatifs à l'Activité conjointe sur la gestion de résultats dans la voie du développement, et en particulier au Cadre de résultats et au manuel consacré aux pratiques performantes émergentes. Les membres prennent note des liens entre le programme de travail de cette activité et celui des travaux d'évaluation.

2. **Suite à donner :** Le Secrétariat mettra en ligne le manuel sur le site Internet du Réseau. Les membres intéressés sont invités à réfléchir à leur participation à la prochaine réunion de l'Activité conjointe sur la gestion de résultats dans la voie du développement, qui aura lieu en septembre 2005.

**III. ÉVALUATIONS D'IMPACT**

3. MM. Howard White (Banque mondiale) et Inder Ruprah (Banque interaméricaine de développement – BID) présentent les travaux de leurs organisations respectives sur les évaluations d'impact [document de séance n° 8]. Dans sa présentation, le représentant de la Banque mondiale souligne l'utilité que peuvent avoir les évaluations d'impact pour faire la preuve des résultats atteints, mais attire également l'attention sur leur coût élevé, le temps nécessaire pour les réaliser et le risque que les résultats obtenus par des méthodes aléatoires ne soient pas transférables. Le représentant de la BID souligne en outre que les évaluations d'impact sont utiles car elles fournissent des données qui seront utilisées lors de la conception de projets futurs. Les méthodes, moins coûteuses, qui consistent à évaluer les effets de l'aide au moyen d'estimations rétrospectives sont citées comme des options possible pour l'avenir. La présentation insiste également sur le fait que des systèmes efficaces de suivi des performances permettraient de réduire encore les coûts liés au recueil des données d'évaluation. Au cours des débats, il est convenu que si les évaluations d'impact peuvent apporter une valeur ajoutée considérable à l'évaluation des effets des programmes d'aide

au développement, les méthodologies aléatoires ne sont pas la seule solution et des approches mixtes devraient être étudiées. Les participants s'accordent également pour dire que le coût des évaluations d'impact, leur durée et les capacités techniques considérables nécessaires à leur réalisation les prédisposent fortement à un mode de travail en coopération, éventuellement au moyen de partenariats négociés à l'intérieur du Réseau. Il est proposé de confier la synthèse des enseignements tirés aux banques internationales de développement qui ont une expérience des évaluations d'impact.

4. **Suite à donner :** Les membres sont encouragés à coordonner et unir leurs efforts en matière d'évaluations d'impact ; la Banque mondiale se déclare prête à instaurer un dialogue avec tout membre souhaitant bénéficier d'une orientation méthodologique ou de conseils techniques.

#### IV. AMÉLIORATION DE L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET DU PARTAGE DES CONNAISSANCES

5. Le Secrétariat présente le site web du Réseau sur l'évaluation, qui a été lancé en mai 2005 à l'intention du public [document de séance n° 9]. Les membres sont extrêmement satisfaits du site, auquel ils sont invités à contribuer régulièrement (mises à jour de publications, annonces de manifestations, etc.) par l'intermédiaire de leur responsable de la communication, ou directement. Les membres insistent sur l'importance du moteur de recherche et chargent le Secrétariat d'étudier la proposition de module de recherche de type bibliothèque et d'y donner suite. M. Jean-Louis Chomel (CE) apprend aux membres du Réseau que la CE élabore actuellement une base de données d'évaluation en ligne à l'intention des membres de l'UE.

6. **Suite à donner :** Le Secrétariat mettra en place la base de données de type bibliothèque à partir de laquelle fonctionnera le module de recherche. Le Secrétariat et la CE se réuniront pour débattre des possibilités d'apprentissage mutuel et de coopération en matière de partage des informations. Les membres indiqueront au Secrétariat des noms de personnes à contacter susceptibles de rejoindre le groupe informel de communication sur Internet.

#### V. ÉVALUATIONS CONJOINTES, NORMES ET SYSTÈMES DE QUALITÉ

##### i) Évaluations conjointes – Présentation du rapport

M. Horst Breier (consultant) présente le projet de rapport : *Joint Evaluations: Lessons Learnt, Ways Forward and Options for the Future* [document de séance n° 4]. Louant la profondeur de ses analyses et son exhaustivité, les membres accueillent favorablement ce document et observent qu'il étudie des aspects systémiques d'une portée considérable sur les modalités de coopération des membres. Il ressort des discussions que les membres doivent s'efforcer de faire reposer les évaluations conjointes sur la confiance, la délégation de responsabilité, et la participation active et précoce des pays partenaires, au lieu de les fonder sur des systèmes, des règles et des processus conjoints complexes et exagérément rigides.

**Suite à donner :** Les membres transmettront leurs commentaires sur le projet de rapport, y compris sur les ajouts à l'annexe 1, à M. Horst Breier (copie au Secrétariat) avant le 21 juin. Le Secrétariat résumera les conclusions et recommandations dans une note de synthèse à usage interne au CAD et un livret de bonnes pratiques destiné à la communauté plus vaste de l'évaluation.

##### ii) Normes de qualité en matière d'évaluation

Mme Irene Davies (Australie) et M. Niels Dabelstein (Danemark) présentent les conclusions des deux ateliers qui ont eu lieu à Delhi les 14 et 15 avril, au cours desquels ont été confirmées

la nécessité et l'utilité de mettre au point des normes de qualité du CAD pour les évaluations [document de séance n° 5]. La réunion du groupe de réflexion, qui s'est tenue le 1<sup>er</sup> juin à Paris, a permis de définir le processus de réalisation de ce projet de normes [document de séance n° 5bis]. Plusieurs membres insistent sur l'importance de disposer de normes du CAD communes pour faciliter les travaux conjoints, et expriment leur satisfaction devant les progrès accomplis.

**Suite à donner :** L'Australie et le Danemark coordonneront les travaux du groupe de réflexion sur la révision du projet de normes de qualité du CAD, avec l'aide du Secrétariat et la contribution des membres du Réseau. Le projet final sera présenté à la prochaine réunion du Réseau [document de séance n° 5bis].

iii) **Évaluation des organisations multilatérales**

M. Niels Dabelstein (Danemark) informe les membres de l'avancée des travaux relatifs à l'élaboration d'une méthodologie et d'un cadre institutionnel d'évaluation applicables aux organisations multilatérales [document de séance n° 6]. La phase pilote démarrera avec une évaluation du PNUD par le Danemark, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, et de l'UNICEF par un groupe de donateurs dirigé par le Canada. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et certaines banques multilatérales de développement ont également fait part de leur intérêt à participer à cette initiative. La Présidente souligne que les différentes parties prenantes concernées doivent être tenues informées de cette activité, y compris les conseils d'administration des organisations multilatérales et les départements multilatéraux des organisations bilatérales.

**Suite à donner :** Les membres qui se sont engagés dans cette initiative démarreront les évaluations pilotes du PNUD et de l'UNICEF. Les autres membres et organisations multilatérales intéressés doivent prendre contact avec le Danemark et le Secrétariat.

iv) **Systèmes d'évaluation et utilisation qui en est faite – Élaboration d'un outil pour les examens par les pairs**

M. Hunter McGill (Secrétariat) décrit à l'intention des membres les travaux visant à organiser le processus d'examen par les pairs autour de cadres d'évaluation. Il attire leur attention sur le fait que l'instrument élaboré par le Réseau sur l'évaluation est le premier en son genre et pourrait servir de modèle à d'autres organes subsidiaires du CAD. Le Secrétariat indique les principaux critères retenus lors de son élaboration, notamment les Principes du CAD qui constituaient le cadre de référence primordial, et précise qu'une attention particulière a été attachée à l'utilisation des systèmes d'évaluation. Un certain nombre de membres accueillent favorablement cet instrument et apprécient son utilité à des fins de gestion, et se proposent de formuler des commentaires à son égard.

**Suite à donner :** Les membres adresseront au Secrétariat leurs commentaires sur les domaines couverts par l'outil d'évaluation et, s'ils le jugent opportun, sur la formulation des questions spécifiques à l'évaluation avant la fin du mois de juin. Le Secrétariat reverra l'instrument d'évaluation en conséquence et s'entretiendra avec la Division chargée des examens par les pairs et le CAD sur son utilisation dans les futurs examens par les pairs.

**VI. PARTENAIRES POUR L'ÉVALUATION**

i) **Aide à la suite du tsunami et évaluations concernant la reconstruction**

Mme Rachel Houghton (ALNAP) rend compte aux membres du Réseau de l'initiative « Tsunami Evaluation Coalition » (TEC) et de son programme de travail. Cette initiative se compose d'un forum en ligne, d'un plan d'action des évaluations en cours et prévues concernant les interventions liées au tsunami, d'un rapport de synthèse (reposant sur cinq thèmes principaux et sur les évaluations d'agences individuelles), et d'une étude sur le long terme des activités d'aide et de remise en état. Le rapport de synthèse devrait être publié d'ici la fin de l'année, un an après la catastrophe. Il traitera essentiellement de la phase d'urgence et de remise en état initiale.

ii) **Exposé du Secrétariat sur les travaux en cours**

- Examen mutuel de l'efficacité au regard du développement

M. Richard Carey (Secrétariat) présente le cadre d'évaluation de l'Examen mutuel de l'efficacité au regard du développement élaboré par l'OCDE et la Commission économique pour l'Afrique. La participation éventuelle du Réseau et de certains membres à cette initiative est évoquée, particulièrement si l'on tient compte de la nécessité de disposer de critères de référence et d'indicateurs appropriés. Les membres font observer le lien avec l'évaluation de l'APD totale et affirment combien il importe de mettre en place des capacités d'évaluation pour veiller à une responsabilité mutuelle sur le terrain.

iii) **Renforcement des capacités d'évaluation – initiatives récentes**

M. Kanji Kitazawa (Japon, ministère des Affaires étrangères) présente les conclusions du séminaire sur l'évaluation de l'APD qui a eu lieu à Bangkok du 17 au 21 janvier 2005 [document de séance n° 10a]. Cette manifestation, qui fait suite aux trois ateliers tenus à Tokyo sur le même thème, s'adressait tout particulièrement aux pays partenaires. Le séminaire a souligné la nécessité de renforcer les capacités d'évaluation des pays asiatiques. Un

quatrième atelier est prévu à Tokyo fin 2005 / début 2006, dans le prolongement du séminaire de Bangkok. Mme Satoko Miwa (Agence japonaise de coopération internationale) présente les initiatives de l'Agence visant à accroître le soutien au renforcement des capacités d'évaluation au moyen de diverses offres de formation et d'un forum à l'occasion duquel des spécialistes des pays partenaires pourraient mettre en commun leurs expériences [document de séance n° 10b]. Il est proposé de coordonner les activités du Japon en matière de renforcement des capacités d'évaluation avec les initiatives d'autres membres du Réseau dans ce domaine, aussi bien à l'échelon régional que mondial.

M. Getinet Wolde Giorgis (Banque africaine de développement) expose les conclusions d'un séminaire d'évaluation à l'intention des pays partenaires africains, qui a eu lieu en mai à Tunis. Devant son succès, il a été décidé d'institutionnaliser ce séminaire et de le transformer en un programme annuel. Mme Aude de Amorim (France, ministère des Affaires étrangères) présente les initiatives de la France en matière de renforcement des capacités d'évaluation, initiatives qui prennent la forme d'évaluations conjointes avec les pays partenaires, d'activités de renforcement des capacités et de soutien aux associations africaines d'évaluation.

La Présidente prend note des commentaires de nombreux membres sur l'importance du renforcement des capacités d'évaluation. Elle approuve le soutien apporté par la France, le Japon, la Banque africaine de développement et d'autres acteurs, et propose des travaux supplémentaires, éventuellement conjoints. Le Secrétariat souligne la nécessité de mettre au point des mécanismes de coordination entre les membres de manière à accroître la portée de leurs initiatives dans ce domaine, et de tirer parti des liens entre les capacités d'évaluation des partenaires et les autres domaines d'activité du Réseau, tels que les évaluations conjointes, l'harmonisation et l'alignement.

**Suite à donner :** Le Bureau étudiera la possibilité de créer un groupe de réflexion sur le renforcement des capacités d'évaluation.

iv) **Organisation éventuelle d'un atelier du CAD sur l'évaluation en liaison avec la Conférence de l'AFREA en 2006**

M. Daniel Kamelgarn (France) indique que l'African Evaluation Association (AFREA) souhaite depuis quelque temps organiser une manifestation conjointe en liaison avec la prochaine conférence africaine qui aura lieu à Niamey, au Niger, vers la fin 2006. Il propose que cette manifestation prenne la forme d'un atelier ou d'une session intégrée au cours de la conférence, et soit consacrée à un thème choisi parmi les domaines prioritaires à l'ordre du jour du Réseau à ce moment là, et dont l'étude pourrait tirer profit de consultations avec les pays partenaires.

v) **Comptes rendus des récentes réunions de l'ECG et de l'UNEG**

M. Fredrik Korfker (BERD et ancien président de l'ECG) décrit brièvement la dernière réunion de l'UNEG au cours de laquelle ont été examinées un certain nombre de questions qui intéressent également le Réseau. Les progrès accomplis dans le domaine de l'indépendance de la fonction d'évaluation des banques multilatérales de développement ont par ailleurs été soulignés. La réunion avait permis de montrer en quoi l'harmonisation des pratiques d'évaluation « en amont », notamment par l'élaboration de normes communes, facilite l'harmonisation « en aval », sous forme notamment d'évaluations conjointes. S'agissant de la collaboration avec le Réseau, l'ECG annonce qu'il pourrait contribuer à toute initiative d'évaluation engagée dans le prolongement de la Déclaration de Paris.



Mmes Donatella Magliani (ONUDI) et Saraswathi Menon (PNUD) présentent les conclusions d'une réunion récente de l'UNEG, qui a eu lieu à Rome du 27 au 29 avril et qui a abouti à l'adoption des Normes et standards de l'UNEG. La difficulté consiste désormais à rendre opérationnels ces normes et standards, en commençant par élaborer une politique d'évaluation au niveau des agences. Les prochains travaux de l'UNEG porteront sur les rapports entre les systèmes et évaluations reposant sur le principe de la gestion axée sur les résultats, le renforcement des capacités d'évaluation et les évaluations au niveau national. Afin d'améliorer la jonction avec les diverses initiatives menées par le Réseau dans ces domaines, l'UNEG propose d'organiser une réunion conjointe avec le Réseau du CAD sur l'évaluation.

**Suite à donner :** Le Secrétariat étudiera la possibilité d'organiser une réunion conjointe d'une journée avec l'UNEG, en liaison avec la prochaine réunion officielle du Réseau, qui aura lieu vers la fin du mois de mars 2006.

## **VII. QUESTIONS DIVERSES**

7. En conclusion, la Présidente encourage les membres à participer de façon dynamique aux travaux conjoints en cours, et les invite à soumettre des propositions quant aux questions à traiter lors de la prochaine réunion.

**REVISED PARTICIPANTS LIST FOR NETWORK ON DEVELOPMENT EVALUATION  
LISTE DES PARTICIPANTS POUR RÉSEAU SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT**

**2 June 2005 - 3 June 2005**

**Président/Chair: Ms. Eva Lithman (Suède/Sweden)**

**Allemagne / Germany**

**Ms. Michaela ZINTL**

*Head of Evaluation Unit  
Federal Ministry for Economic Co-operation and  
Development (BMZ)*

**Australie / Australia**

**Miss Irene DAVIES**

*Director  
Program Evaluation Section  
Australian Agency for International Development  
(AusAID)*

**Autriche / Austria**

**Mr. Anton MAIR**

*Head of Department for Evaluation and Policy  
Ministry for Foreign Affairs*

**Belgique / Belgium**

**Mr. Dominique DE CROMBRUGGHE**

*Special Evaluator  
Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs*

**Miss Nele DEGRAEUWE**

*Budget support  
Expertise Sectorielle et Thématique  
Belgische Technische Coöperatie*

**M. Guy BERINGHS**

*Conseiller de la Coopération Internationale, Délégué au  
CAD  
Délégation Permanente*

**Canada / Canada**

**Mr. Goberdhan SINGH**

*Director of Evaluation, Evaluation Division, Performance  
Review Branch  
Canadian International Development Agency (CIDA)*

### **Danemark / Denmark**

**Mr. Niels DABELSTEIN**

*Vice Chair DAC Evaluation Network and Head,  
Evaluation Department  
Danish International Development Assistance (Danida),  
Ministry of Foreign Affairs*

**Mr. Lars ELLE**

*Deputy Head, Evaluation Department  
Danish International Development Assistance (Danida),  
Ministry of Foreign Affairs*

### **Espagne / Spain**

**Ms. Belen SANZ LUQUE**

*Technical Assistant on Gender Equality and Evaluation  
Office of Planning and Evaluation  
Secretariat of State for International Co-operation*

### **Etats-Unis / United States**

**M. Gary VAUGHAN**

*Chief, Evaluation Standards and Performance  
Assessment Division*

**Mr. George CARNER**

*U.S. Representative to the DAC  
Permanent Delegation*

### **Finlande / Finland**

**Mr. Sakari ERAPOHJA**

*Head, Evaluation and Internal Auditing  
Department of International Development Co-operation  
Ministry of Foreign Affairs*

### **France / France**

**M. Daniel KAMELGARN**

*Vice Chair DAC Evaluation Network and Responsable  
d'Unité Évaluation des activités de développement  
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,  
Direction du Trésor*

**Mrs. Marie-Hélène BOUVARD**

*Conseiller auprès du Directeur  
Direction du Trésor  
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie*

**Mme Aude DE AMORIM**

*Chef du Bureau de l'évaluation  
DGCID  
Ministère des Affaires étrangères*

**Mme Anne-Marie CABRIT**

*Chef de Mission  
Mission pour l'évaluation et la capitalisation (AFD)  
Agence Française de Développement (AFD)*

**Mr. Michael RULETA**

*Adjoint au chef de bureau  
DGCID  
Ministère des Affaires Etrangères*

**Mlle. Delphine GALON**

*Stagiaire, OCDE  
Secrétariat Général du Comité Interministériel pour les  
questions de coopération économique - SGCI*

**Grèce / Greece**

**Mlle. Anna Maria KOSMOGLOU**

*Stagiaire  
Délégation Permanente*

**Irlande / Ireland**

**Mr. Finbar O'BRIEN**

*Head of Evaluation and Audit  
Evaluation and Audit, Development Cooperation Ireland*

**Mr. Patrick EMPEY**

*Evaluation & Audit, Development Cooperation Ireland*

**Italie / Italy**

**Mr. Guglielmo RIVA**

*Evaluation Officer, Directorate-General for Development  
Co-operation  
Ministry of Foreign Affairs, Technical Evaluation Unit*

**Japon / Japan**

**Ms. Satoko MIWA**

*Director  
Planning and Coordination Department, Office of  
Evaluation, JICA*

**M. Eigo AZUKIZAWA**

*Representative  
Japan Bank for International Cooperation (JBIC)*

**M. Tsuyoshi KIYOHARA**

*Evaluation Division  
Ministry of Foreign Affairs*

**M. Asahiko KARASHIMA**

*Representative  
Japan Bank for International Cooperation (JBIC)*

**M. Hiroyuki OSHIMA**

*Aid Planning Division  
Ministry of Foreign Affairs*

**Mr. Kanji KITAZAWA**

*Senior Co-ordinator  
Permanent Delegation*

**Ms. Masayo TERAKADO**

*Third Secretary  
Permanent Delegation*

**Norvège / Norway**

**M. Bjorg LEITE**

*Deputy Director General, Head of Evaluation Section  
Norwegian Agency for Development Cooperation  
(NORAD)*

**Mlle. Agnete ERIKSEN**

*Senior Advisor  
Norwegian Agency for Development Cooperation  
(NORAD)*

**Pays-Bas / Netherlands**

**Dr. Henri JORRITSM** *Acting Director  
Policy and Operations Evaluation Department  
Ministry of Foreign Affairs*

**Mr. Ted KLIEST** *Policy & Operations Evaluation Department  
Ministry of Foreign Affairs*

**Ms. Rita TESSELAAR** *Policy & Operations Evaluation Department  
Ministry of Foreign Affairs*

**Portugal / Portugal**

**Ms. Manuela AFONSO** *Bureau de Plannification, Programmation et Evaluation,  
Institut de la co-operation portugaise/ Portuguese Co-  
operation Institute*

**Mr. Paulo NASCIMENTO** *Conseiller d'Ambassade  
Délégation du Portugal/ Permanent Delegation*

**République Tchèque / Czech Republic**

**M. Petr HALAXA** *Head of Development Centre  
Institute of International Relations*

**Royaume-Uni / United Kingdom**

**Mr. Michael HAMMOND** *Head of Office  
Evaluation Department  
Department for International Development (DFID)*

**Mr. Nick YORK** *Senior Economist/Head of Country Evaluations and  
Quality Assurance,  
Evaluation Department  
Department for International Development (DFID)*

**M. Robin RUSSELL** *Deputy Head  
Evaluation Department  
Department for International Development (DFID)*

**Mme Kate TENCH** *Economic Adviser  
Department for International Development (DFID)*

**Suède / Sweden**

**M. Stefan MOLUND** *Deputy Director  
Department for Evaluation and Internal Audit  
Swedish International Development Cooperation Agency  
(SIDA)*

**M. Anders BERLIN** *Department for Evaluation and Internal Audit  
(SIDA)*

**Mr. Frederick UGGLA** *Evaluation Officer  
Department for Evaluation and Internal Audit  
(Sida)*

**Suisse / Switzerland**

**M. Gerhard SIEGFRIED**

*Head Evaluation and Controlling SDC  
Direction du Développement et de la Coopération,  
Département fédéral des affaires étrangères*

**M. Thomas KNECHT**

*Programme Officer  
Quality and Knowledge Management  
State Secretariat for Economic Affairs (seco)*

**CE / EC**

**Mr. Jean-Louis CHOMEL**

*Head, Evaluation Unit (AIDCO/H/6)*

**Banque africaine de développement / African Development Bank**

**M. Getinet Wolde GIORGIS**

*Director  
Operations Evaluation Department, OPEV*

**Banque asiatique de développement (ADB) / Asian Development Bank (ADB)**

**Mr. Bruce MURRAY**

*Director General  
Operations Evaluations Department*

**Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) /  
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)**

**Mr. Fredrik KORFKER**

*Corporate Director  
Project Evaluation Department*

**Mr. Wolfgang GRUBER**

*Senior Evaluation Manager, Project Evaluation  
Department*

**Banque interaméricaine de développement (BID) / Inter-American  
Development Bank (IADB)**

**Mr. Stephen A. QUICK**

*Director  
Office of Evaluation and Oversight*

**Mr. Inder RUPRAH**

*Senior Economist  
Office of Evaluation and Oversight*

**Banque mondiale / World Bank**

**Mr. Nils FOSTVEDT**

*Senior Adviser to DGO*

**Mr. Patrick GRASSO**

*Operations Advisor  
Operations Evaluation Department*

**Mr. Howard WHITE**

*Senior Evaluation Officer  
Operations Evaluation Department*

**Fonds monétaire international (FMI) / International Monetary Fund (IMF)**

Ms. Sonia BRUNSCHWIG *Senior Economist  
Paris Office, Permanent Delegation*

**Programme des Nations Unies pour le développement / U.N. Development Programme (UNDP)**

Ms. Saraswathi MENON *Director, Evaluation Office*

Mr. Nurul ALAM *Deputy Director, Evaluation Office*

**Nations Unies / United Nations**

Mlle. Donatella MAGLIANI *Director, Evaluation Group  
Office of the Comptroller General  
United Nations Industrial Development Organization  
(UNIDO)*

M. Jean Serge QUESNEL *Director  
Evaluation Office  
UNICEF*

M. Kees TUINENBURG *Director  
Office of Evaluation and Monitoring  
World Food Programme*

M. Lucien BACK *Evaluation Office  
UNICEF*

**OCDE / OECD**

Mr. Richard MANNING *DAC Chairman  
DCD*

Mr. Richard H CAREY *Deputy Director, DCD  
Development Co-operation Directorate*

Mr. Paul ISENMAN *Head of Division, DCD/POL  
Development Co-operation Directorate*

Mr. Hunter MCGILL *Head of Division, DCD/PEER  
Development Co-operation Directorate*

Mr. Herman SPECKER *Advisor  
Development Co-operation Directorate*

Mr. Mark DOWNES *Administrator  
DEVELOPMENT CO-OPERATION DIRECTORATE*

**Development Centre**

Ms. Ida MC DONNELL *DEVELOPMENT CENTRE  
OECD*

**Autre / Other**

**Dr. Horst BREIER**

*Consultant*

**Ms Rachel HOUGHTON**

*Tsunami Evaluation Coalition - Coordinator  
ALNAP Secretariat*

**Secretariat for the Network on Development Evaluation**

**Mr. Hans LUNDGREN**

*Head of Section, Evaluation  
Development Co-operation Directorate  
OECD*

**Mr. Andrea LIVERANI**

*Administrator  
Development Co-operation Directorate  
OECD*

**Mr. Sebastian LING**

*Administrator  
Development Co-operation Directorate  
OECD*

**Ms. Michelle WESTON**

*Development Co-operation Directorate  
OECD*